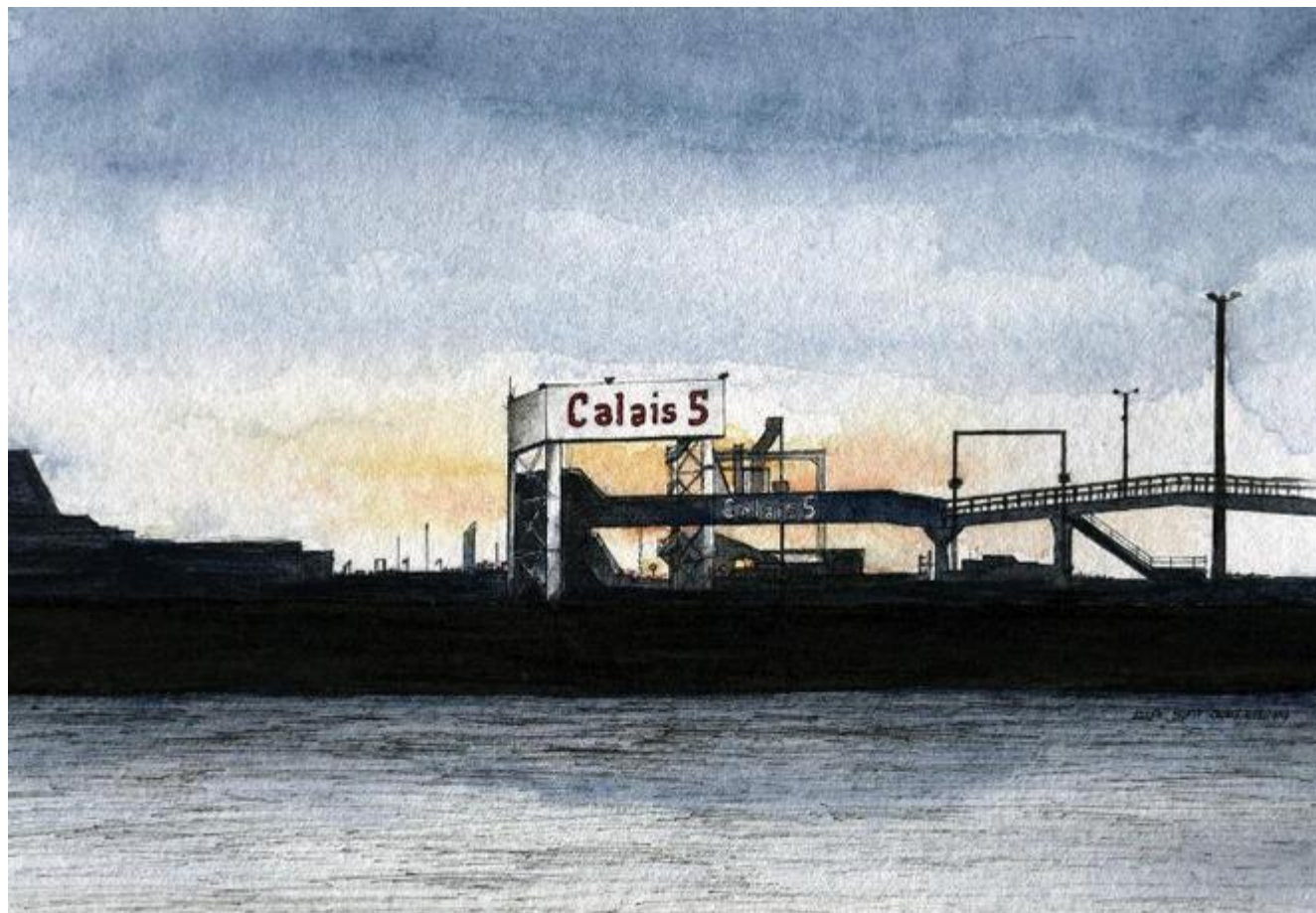


# A Calais, les routes de la mort pour les migrants

(Sélectionné par Blaise Tchikaya, tiré de *Mediapart*, par Elisa Perriguer le 18 février 2018)



**Il se prénomme Biniam. Âgé de 22 ans, il fuyait l'Érythrée et il est mort le 9 janvier percuté sur l'autoroute, près du port de Calais en tentant de passer en Angleterre. Son frère réfugié en Allemagne est venu chercher son corps. Il a découvert, stupéfait, la violence que vivent les migrants. Ils sont trente-sept, depuis 2015, à avoir perdu la vie en tentant de franchir la forteresse de la frontière de Calais.**

**Calais (Pas-de-Calais), envoyée spéciale.**– L'aube se levait sous zéro degré, l'air glacial brûlait les doigts ce 9 janvier 2018. Biniam L. était seul le long du bitume lisse de l'A16, des arbres morts pour compagnons. Selon les rares témoignages de ses proches interrogés par la police, le jeune migrant avait probablement « essayé » toute la nuit. « *To try, essayer* » : c'est-à-dire monter dans les camions qui filent vers l'Angleterre.

« *We try, we try every day and night* », « *nous essayons jour et nuit* », répètent-ils lorsqu'ils décrivent leur quête obstinée. Biniam avait fini par se glisser dans l'un de ces poids lourds sans être repéré. Pour cet Érythréen de 22 ans, c'était probablement un premier soulagement.

Le camion devait ensuite rejoindre le port de Calais. Biniam aurait alors retenu sa respiration, immobile, planqué au fond de la cargaison lorsque le poids lourd a pénétré cette forteresse entourée de 39 kilomètres de grillage. Il aurait croisé les doigts pour que le camion soit l'un de ceux épargnés par les contrôles douaniers français puis anglais, les chiens renifleurs ou le scanner qui détecte la présence humaine... Le jeune voyageant sans papiers, sans bagage, juste des couches de vêtements pour tenir contre le froid, aurait enfin atteint l'Angleterre qu'il désirait tant.

Mais ce 9 janvier, le camion de Biniam n'a finalement pas emprunté la direction de son eldorado. À un embranchement de l'A16, il a roulé à l'opposé vers Dunkerque. Dans la panique, Biniam a voulu descendre sur cette autoroute où les voitures foncent à 130 km/h. Sa tête a heurté le sol, un autre poids lourd est arrivé, d'après l'association Auberge des migrants qui a rencontré la police après les faits. Les camions sont partis et beaucoup de zones d'ombre planent toujours autour des dernières minutes de sa vie.

Binam L. est l'un des derniers migrants victimes de la frontière franco-britannique. En un mois, entre décembre 2017 et janvier 2018, deux Afghans sont décédés, comme lui, sur les routes du Nord en voulant gagner la Grande-Bretagne : Hussein Abdoullah, 32 ans et Abdullah Dilsouz, 15 ans. « **Depuis 2015, il y a eu trente-sept migrants décédés à Calais**, détaille la préfecture du Pas-de-Calais. *Le nombre le plus élevé date de 2015 et 2016 [respectivement dix-huit et quatorze décès au moment du camp de la "jungle" à Calais – ndlr]. La grande majorité sont des accidents de la route.* »

Maël Galisson, coordinateur de la Plate-forme de services aux migrants, est remonté plus loin dans le temps. « **Depuis 1999, on estime qu'au moins 170 personnes sont décédées en tentant de franchir cet espace frontalier** », précise ce bénévole qui a établi une liste des victimes. Elles meurent surtout sur l'A16, l'A26, la rocade portuaire... Toutes ces routes qui mènent à Calais, son port et son tunnel, portes d'entrée de la Grande-Bretagne.

Ce n'était pas forcément sa destination finale, mais Biniam avait fini par voir l'Angleterre comme seule échappatoire. « **Il n'avait pas de "rêve" comme on dit, il voulait juste un pays où on voulait bien de lui** », résume, écorché, son frère Bereket, arrivé en urgence à Calais au lendemain de sa mort. Le jeune Érythréen de 26 ans est venu à ses frais depuis l'Allemagne, avec son cousin et son oncle de Norvège. La veille, il « *n'y a pas cru* » quand il a reçu un appel d'un ami l'informant que son jeune frère était mort sur une route en France.

Bereket n'avait jamais entendu parler des barrages, des passages dans les poids lourds, dont les réfugiés parlent peu. Passé par l'Italie, il connaissait la traversée de la Méditerranée en bateau, pas celle de la Manche en camion. Bereket raconte avec peine son frère Biniam, « *si jeune pour mourir* ». Ce dernier est parti de leur village d'Érythrée il y a un an et demi, fuyant le service militaire.

Biniam avait laissé derrière lui ses parents et l'avait rejoint en Allemagne. « *J'ai obtenu des papiers près de Stuttgart et je travaille aujourd'hui en Allemagne, je commençais à avoir une vie stable. Sa demande d'asile à lui a été rejetée, je ne comprends pas pourquoi* », explique Bereket, qui se sent presque coupable. Biniam avait fait appel en Allemagne. Deuxième refus. En novembre, avec un groupe d'Érythréens, il avait alors rejoint Calais et ses 550 à 800 migrants (chiffres respectifs de la préfecture et des associations) qui survivent le plus souvent dans les bois.

Les quelques amis de Biniam que Bereket a rencontrés parlent peu. Son jeune frère, comme eux, semblait être une ombre lors de son escale à Calais. Loan Torondel, de l'Auberge des migrants, qui a accueilli son frère, n'avait « *jamais croisé* » Biniam aux distributions de repas quotidiennes. « *Un mois ici, ce n'est pas beaucoup pour passer dans les camions. Souvent, les migrants mettent des mois avant d'y arriver, pour ceux qui y parviennent* », dit-il.

Calais est un « *mur* », un « *mirage* », a insisté le ministre de l'intérieur Gérard Collomb, le 2 février. Pas pour eux : de la plage bordée de chalets, ils peuvent apercevoir les côtes anglaises à une trentaine de kilomètres. La Grande-Bretagne, c'est leur espoir. En face, certains migrants ont des proches qu'ils veulent rejoindre. D'autres rêvent du système économique britannique où le taux de chômage est plus bas (environ 4 %) et où ils espèrent travailler au noir. D'autres enfin sont des « *dublinés* », qui ont des empreintes dans un autre pays d'Europe. Ils voudraient parfois rester en France, mais disent craindre des renvois.



**Jusqu'à dix mille euros le passage**

**Pour franchir la Manche, ils ont peu d'options.** La Grande-Bretagne veut rendre la frontière étanche. Cent quarante millions d'euros ont été octroyés depuis trois ans pour des équipements de surveillance et de sécurité. Et une nouvelle rallonge de 50,5 millions d'euros, annoncée le 18 janvier par Emmanuel Macron et Theresa May, sera destinée à l'éloignement des migrants, leur hébergement (hors de Calais), le renforcement de la sécurité du port et de la gare de Calais, souligne le quotidien local *La Voix du Nord*.

**Alors, les plus fortunés font appel aux passeurs.** Ils réclament 1 500 à 10 000 euros pour dissimuler les migrants dans les camions, sur des parkings qu'ils gardent comme leurs « territoires ». Un différend concernant ces aires pourrait être à l'origine de la rixe qui a fait vingt-deux blessés dont quatre graves par balles, le 1<sup>er</sup> février dernier. D'autres tentent les barrages routiers. Se cachant le long des autoroutes, ils guettent les poids lourds, s'emparent d'objets encombrants pour créer des obstacles. Stratégie très dangereuse pour eux, mais aussi pour les conducteurs. En juin 2017, un chauffeur polonais a percuté un poids lourd bloqué par un barrage artisanal sur l'A16. Il est décédé dans l'incendie de son véhicule.

**Enfin, il y a les exilés qui tentent de monter seuls,** comme l'a probablement fait Biniam, ce 9 janvier. Le Camerounais Eupui, qui reste depuis 2016 dans la zone industrielle des Dunes (lieu de l'ancienne "jungle"), raconte ces tentatives acharnées « *qui [lui] permettent de tenir* », dit-il en français. « *Je dors trois heures et j'essaye. Dès que je vois un camion qui ne roule pas trop vite, même une voiture, je vois si je peux monter dans le coffre.* » Souvent, Eupui se cache « *près des virages des autoroutes* », où « *les véhicules ralentissent toujours* ». Du haut de ses 19 ans, il l'assure : « ***Je n'ai pas peur. J'ai vécu bien pire, j'ai traversé le Sahara dans des conditions horribles pour venir. Je n'ai plus rien à perdre. Je me suis blessé au genou, mais tant pis.*** »

Biniam, lui, « *ne se rendait pas compte des risques* », estime son frère Bereket. « *Je lui ai parlé trois semaines avant sa mort. Il me disait que tout allait bien pour lui en France. Mais il m'avait menti, il ne m'avait pas dit qu'il était à Calais. Si j'avais su, je lui aurais dit de fuir cet endroit dangereux.* »

Bereket se dit « *déçu* » de cette France, qu'il voit « *pour la première fois* ». Épaulé et hébergé par les associations locales, comme le Réveil voyageur, le Secours catholique... qui prennent en charge les familles des défunts, il se sent perdu. « ***On ne rencontre pas beaucoup de responsables, de politiques, comme si la mort de Biniam n'avait pas d'importance*** », se révolte l'Érythréen.

« *Les associations gèrent ça depuis des années. Lorsque les familles arrivent à Calais, elles sont déçues de ne pas voir beaucoup d'officiels*, précise Sabriya Guivy, de l'Auberge des migrants. *Elles ont l'impression de ne pas être prises en compte. M. Macron a évoqué [lors de sa venue le 16 janvier – ndlr] le décès du chauffeur routier polonais, mais pas celui des migrants.* » À l'aide de dons, les organisations s'occupent des funérailles et des rapatriements, en lien avec les ambassades.

Brahim Fares, des pompes funèbres de Grande-Synthe, leur fixe des prix « *plus bas que la moyenne* » par solidarité. « *Les défunts sont rapatriés en Afghanistan pour environ 3 400 à 3 500 euros, cela dépend du poids et de la taille. Pour l'Érythrée, cela commence aux environs de 3 200 euros... Les inhumations à Calais tournent autour de 1 600 euros contre 2 400 en temps normal.* » L'homme a rapatrié une quinzaine de personnes depuis 2015, il en a enterré

une quinzaine d'autres dans le cimetière de Calais nord, géré par la mairie. Des tombes simples, en terre, surplombées d'« *une croix en bois de chêne* ».

« *Les victimes sont souvent des jeunes hommes, presque tous identifiés. J'ai eu une femme éthiopienne, une fois. Toutes les familles ne peuvent pas venir jusqu'ici. Celles qui y parviennent sont très choquées, car les corps parfois sont très abîmés, comme ce sont des accidentés de la route...* », dit Brahim Fares. Biniam, lui, avait « *les mains coupées, les bras amochés* », ajoute-t-il. Il sera rapatrié en Érythrée où vivent ses parents. Bereket, son oncle et son cousin ont confectionné à la main une grosse couronne de fleurs en plastique. « *Ce n'est vraiment pas terrible mais on n'avait que ça.* »

Ils ne pourront pas la mettre sur son cercueil, tout comme le drap blanc dont ils voulaient le recouvrir, « *selon la tradition* ». « *Les autorités aéroportuaires finiront par jeter la couronne, ce n'est pas autorisé en soute* », explique Brahim Fares, désolé, au CHU de Lille où a eu lieu la mise en bière. Silence lourd. Les Érythréens sont hébétés : « *C'est si compliqué ?* »

Pendant deux semaines, la famille cherche à comprendre la mort de Biniam. Elle se rend au commissariat. On leur montre le cliché de son visage abîmé. Les CRS autoroutiers leur livrent les maigres détails de l'accident : un petit matin, un témoin qui n'a pas vu grand-chose, chauffeur en fuite... « ***La France est un pays développé, celui des "droits de l'homme", on m'a dit, ce n'est pas l'Érythrée et son dictateur sans limites... Alors pourquoi on ne retrouve pas le chauffard qui a fait ça ?*** », s'emporte dans sa douleur Bereket. « ***Même en Érythrée on aurait retrouvé l'assassin de mon frère.*** »

Pour Loan Torondel de l'Auberge des migrants, « *beaucoup ne comprennent pas pourquoi leur proche meurt écrasé sous un camion et que le chauffeur ne l'a pas fait volontairement. La famille de Biniam imaginait qu'il y aurait le lancement d'une investigation comme dans les films américains... Elle pense que la police ne mène pas l'enquête, mais en réalité il y a peu de témoins* ». Bereket a porté plainte contre X. « *Je ne pourrai pas dormir tant que je ne saurai pas comment il est mort et tant que le responsable sera libre.* »



### « Il y avait du sang sur la route »

**Si des enquêtes sont systématiquement ouvertes pour ces accidents, elles s'avèrent souvent complexes.** Il s'agit en premier lieu d'identifier la victime. Patrick Visser-Bourdon, ancien commissaire de Calais, se souvient de ce Soudanais qu'il a retrouvé un matin de 2016 aux abords de la Rocade, « *le crâne ouvert, laissé à l'abandon, vêtu d'un jean et d'un tee-shirt à manches longues* ». Le commissaire a alors rencontré « *le chef de la communauté soudanaise de la "jungle", mais personne ne l'a reconnu. On diffusait aussi sa photo dans les commissariats. Dans la majorité de ces cas, on faisait surtout appel aux ONG* ».

Ce jour de 2016, comme celui de la mort de Biniam, le camion ne s'est pas arrêté. « *Il y avait du sang sur la route, il y en avait forcément sur le pare-chocs du camion, estime Patrick Visser-Bourdon. Le chauffeur a donc dû stopper son véhicule à un moment pour le nettoyer entre la "jungle" et le port, c'est incroyable que personne n'ait rien vu...* »

Sur les nombreuses enquêtes ouvertes, une partie est classée sans suite. Le responsable d'homicide involontaire risque « *trois ans de prison, cinq ans s'il y a circonstances aggravantes comme le délit de fuite. Parfois, certains ne restent pas sur les lieux de l'accident, notamment en cas de barrage routier, dangereux, mais ils viennent directement se présenter à la police. Dans ce cas, on parle plutôt de délit de fuite exonéré par des circonstances* », explique le procureur de Boulogne-sur-Mer, Pascal Marconville. Pour la bénévole Sabriya Guivy, « *certaines autoroutes n'ont pas d'éclairage, il est complètement possible de ne pas se rendre compte que l'on a percuté quelqu'un et de partir* ».

Bereket, lui, s'interroge : « **Pourquoi la police n'empêche pas les jeunes d'aller sur les autoroutes ?** » Des barrières sont construites, mais elles ne freinent pas les aspirations. « *J'étais favorable à la construction du mur de la rocade, réalisé en 2016, explique l'ex-commissaire Patrick Visser-Bourdon. C'était humainement impossible de ramasser davantage de cadavres sur la route.* »

Pour les associations, la fortification de la frontière, la politique de “non-fixation” qui consiste à démanteler le moindre campement, ainsi que l'éloignement des migrants, sont toutefois vains et les poussent à davantage de risques. « **La politique du tout-sécuritaire devient insupportable, il n'y a plus d'autre alternative pour eux que de passer de l'autre côté, ils ne sentent pas acceptés, ils essayent malgré les risques** », explique Mehdi Dimpre, du collectif Réveil voyageur. Il déplore le nombre des morts « oubliés », côté français, mais aussi côté anglais. De l'autre côté de la Manche aussi, certains sont probablement morts selon lui, fauchés sur les routes de l'« eldorado ».

*Elisa Perrigueur*

*Article tiré de Mediapart le 18 février 2018*